

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL****URBANISME 2.2****N° : 2024-10-49**

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 octobre 2024

Date d'affichage :

12 octobre 2024

VOTE :

Pour : 19

JM. GENESTIER

C. RATEAU

M. CHARNI

MT. CORDONNIER

D. GERVAIS

S. BEAUFREMEZ

A. SONRIER

M. BARRIERE

M. LAMBLIN (Pvr B. CACACE)

G. MINELLI

N. REDON

S. EGOUNLETI

T. VAUTRIN

S. CAUDRON (Pvr S. BEAUFREMEZ)

J. PAIGNON

O. BELLATON

M. ROUBY

B. CACACE

PM. SALLE

Contre : 14

Abstention : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

Absents et représentés : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN**Objet :****DECLASSEMENTS DE BIENS COMMUNAUX****RAPPORTEUR : Monsieur le Maire****NOTE DE SYNTHÈSE :**

Les biens du domaine public sont inaliénables. Pour procéder à leur vente, les biens doivent être sortis du domaine public communal.

En vertu de l'article L.2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, la sortie d'un bien du domaine public est conditionnée :

- Par sa désaffectation matérielle si nécessaire ;
- Par une décision administrative, en l'espèce une délibération, constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien.

Afin de permettre la mise en vente de certains biens, il est nécessaire de prononcer leur désaffectation du service public et de les déclasser du domaine public communal. Ce lot ainsi désaffecté et déclassé, appartiendra au domaine privé de la commune et pourra être cédé.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20241028-2024-10-49-DE
Date de réception préfecture : 28/10/2024

Les biens que la Ville souhaite vendre sont les suivants :

- 13, allée de l'église constitué d'un appartement et d'un entrepôt
- 19, allée de l'église

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques et particulièrement l'article L.2141-1,

CONSIDERANT l'avis de la commission vie Municipale du 9 octobre 2024,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'ACCEPTER le principe de déclassement des biens municipaux situés :

- 13, allée de l'église 93340 Le Raincy
- 19, allée de l'église 93340 Le Raincy

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ces déclassements.

ARTICLE 3 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à mettre ces biens en vente dans le respect des dispositions légales quant à la vente de biens immobiliers relevant du domaine privé de la commune.

ARTICLE 4 : DE DIRE que les produits de cessions seront intégrés au budget de l'exercice de réalisation.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
suscits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.